

annoncé qu'il était, lui aussi, en faveur de la politique du "Canada d'abord". Mais même après qu'il eut changé d'avis, on s'est demandé avec anxiété ce qu'il ferait. En 1955, deux ans plus tard, les maires et les préfets des régions de la tête des lacs et du nord de l'Ontario étaient dans la plus grande anxiété; ils craignaient que le ministre ne change d'avis encore une fois et que le gaz soit exporté aux États-Unis plutôt qu'acheminé vers leurs régions. Ils ont demandé un rendez-vous qui leur a été refusé. On leur a dit que le ministre représentait la région de la tête des lacs et qu'il n'avait pas besoin de l'aide des maires de cette partie du pays. Puis, apparemment, le premier ministre est intervenu. Une dépêche du 19 juillet 1955 nous apprend que les maires ont été invités à venir rencontrer le premier ministre et le ministre du Commerce. Voici un passage de cette dépêche:

L'acceptation de ce rendez-vous par M. Howe est une complète volte-face.

Quoi qu'il en soit, le ministre semble maintenant rallié à la politique du "Canada d'abord" pour ce qui est du transport du gaz naturel vers l'Est du Canada. Nous sommes très heureux qu'il se soit rendu à l'évidence. Nous nous demandons encore jusqu'à quel point la *Tennessee Gas Transmission Company* contrôlera le pipe-line transcanadien. Nous sommes heureux qu'on ait pris des mesures pour assurer aux Canadiens une chance d'acheter des actions de cette société. Ces mesures n'auraient jamais été prises sans les protestations que l'opposition a fait entendre à la Chambre. (*Exclamations*)

La population du Canada ferait bien d'avoir l'oeil sur le pipe-line transcanadien, afin de voir ce que fera la société *Tennessee Gas*.

**L'hon. M. Marler:** Je constate que l'honorable député ne peut s'empêcher de rire en parlant comme il le fait.

**M. Nowlan:** Ce qui l'amuse, c'est la déconfiture des gens d'en face.

**M. Green:** Je m'aperçois qu'on m'interrompt beaucoup d'en face, mais je n'ai encore rien dit qui ne soit parfaitement senti.

Nous en venons ensuite au minerai de fer. Depuis quelques années, on a mis en exploitation d'immenses dépôts dans la région Québec-Labrador. Je crois comprendre que plus de 12 millions de tonnes ont été expédiées du port de Sept-Îles en 1956, dont 10 millions de tonnes sont allées aux États-Unis sous forme de matière première. On a simplement mis à l'œuvre des pelles mécaniques, jeté le minerai dans des wagons, puis dans des bateaux. Aucun procédé de fabrication n'est intervenu à aucun moment. Nous nous rendons compte qu'on doit expédier énormément de minerai de cette façon, mais pourquoi

[M. Green.]

le gouvernement ne cherche-t-il pas à faire transformer au moins partiellement une partie de ce minerai au Canada? Il n'a absolument rien fait en ce sens.

L'ex-directeur des services scientifiques du ministère des Mines et Relevés techniques avait quelque chose à dire à ce sujet. Je songe ici à M. G. S. Hume. En mars 1953, dans un discours, il affirmait:

Il n'est pas impossible que nos chercheurs trouvent le moyen d'utiliser au Canada l'énergie hydro-électrique et le minerai de fer dans les régions où on les trouve ensemble, de façon à réaliser chez nous une transformation au moins partielle, d'une immense utilité pour notre pays. L'*Ontario Research Foundation* a fait d'excellent travail du point de vue de l'étude du fer. Notre propre division des Mines à Ottawa possède un grand nombre de savants bien au courant des problèmes techniques que comporte le traitement de toutes sortes de minerais. Des efforts bien dirigés pourraient contribuer, dans une large mesure, à faire transformer notre minerai de fer en métal avant de l'expédier à l'extérieur de notre territoire...

La Colombie-Britannique fournit un autre exemple. Voilà des années que certains d'entre nous signalent au ministre du Commerce que, même si le minerai de fer ne s'y trouve pas encore en grande quantité, il n'en reste pas moins qu'on a expédié des millions de tonnes de minerai brut au Japon. Cette façon de faire rend extrêmement difficile l'établissement d'une industrie sidérurgique sur le littoral du Pacifique. Le ministre a répondu qu'il n'y peut rien.

Si le gouvernement avait voulu, il aurait pu prendre les mesures en vue de contrôler l'exportation de ce minerai. Il semble qu'avec l'aide des Japonais, on aille pourtant faire quelque chose. Les Japonais nous disent: "Pourquoi ne transformez-vous pas ce minerai de fer en gueuse?"

Ce que le Japon désire à présent, c'est du fer en gueuse plutôt que du minerai, mais le gouvernement n'a rien fait pour faciliter la transformation de ce minerai au Canada. Le zinc et le plomb, au Nouveau-Brunswick, fournissent un autre exemple. Il y a là d'immenses dépôts d'une extrême importance pour cette province et pourtant il semble que tout ce minerai sera simplement extrait et envoyé aux États-Unis pour y être fondu.

**L'hon. M. Winters:** Pas sous forme de minerai.

**M. Green:** Il ne sera certainement pas fondu au Nouveau-Brunswick à moins que notre gouvernement ne se réveille et ne fasse quelque chose pour aider cette province à trouver l'énergie qu'il lui faut. Si le gouvernement voulait bien mettre au point avec le Nouveau-Brunswick un programme conjoint d'investissements en vue de la mise en valeur de l'énergie du fleuve Saint-Jean, il y aurait moyen, je crois, d'installer là-bas une fonderie qui puisse traiter ces minerais.